

## **Appel à communication**

### **Les recherches participatives avec des groupes déviants, stigmatisés, marginalisés Quelles approches théoriques, pratiques et déontologiques ?**

#### **Colloque**

organisé par le Réseau thématique Normes, déviations et réactions sociales (RT3) de l'Association Française de Sociologie (AFS) et le Centre d'Etude et de Recherche Appliquées (CERA)

**Le jeudi 13 septembre 2018**

Au CERA - Centre de Formation Saint-Honoré - Paris 19ème

Plusieurs courants de recherche soutiennent la participation au processus de recherche de personnes directement concernées par les problématiques étudiées, telles que des personnes en situation de handicap et de pauvreté, des personnes victimes de discrimination, ou encore des personnes engagées dans des conduites déviantes ou délinquantes. Le colloque que nous organisons vise à interroger directement la question de la place occupée dans les dispositifs de recherche par des personnes concernées par des processus de stigmatisation et de marginalisation, qui soulève des enjeux théoriques, pratiques et déontologiques. Aussi, et si ce type d'événement concerne bien évidemment les chercheurs et chercheuses qui s'intéressent à ces thématiques, nous souhaitons que ce colloque puisse également s'adresser aux professionnel.le.s du travail social, aux bénévoles, aux usager.e.s des dispositifs sociaux et patient.e.s des systèmes de santé, aux personnes affectées par des processus de relégation ou de stigmatisation.

#### **La participation, un enjeu scientifique, citoyen, professionnel**

La question de la participation des personnes aux recherches est un thème apparu en psychosociologie dès les années 1940 aux États-Unis (Lewin, 1946), puis en sociologie et dans diverses disciplines au travers des différents courants de recherche-action (Goyette, Léssard-Hébert, 1987) et des sociologies d'intervention (Vrancken et Kutty, 2001). Elle est également portée par les *Disability Studies*, courant militant et académique concernant le handicap qui se développe à partir des années 1980 aux États-Unis et en Grande-Bretagne (Albrecht, Ravaut, Stiker, 2001). Cette question prend ensuite une nouvelle actualité avec les recherches partenariales au Québec et les recherches-actions collaboratives en France (Lapointe, 2008 ; Les chercheurs ignorants, 2015 ; Gillet et Tremblay, 2017).

Tout d'abord, la participation des personnes (usager.e.s, habitant.e.s, professionnel.le.s, etc.) aux recherches apparaît liée aux valeurs démocratiques<sup>1</sup>, en ce qu'elle vise la prise en compte pour produire des connaissances de points de vue pluriels, de savoirs dans leur diversité (savoirs expérientiels, d'usage, etc.). La visée démocratique réside aussi dans l'association des personnes concernées à la formulation des problèmes qui les concernent dans le but d'un plus grand contrôle de leur destinée (Greenwood & Lewin, 2006). Dans le même temps, les recherches interventionnelles et collaboratives peuvent aussi répondre à des besoins de financement de la recherche. C'est pourquoi ces recherches se sont majoritairement déployées en dehors des milieux académiques, même si aujourd'hui la question tend à gagner en importance dans la recherche universitaire.

Dans le secteur du travail social, une partie des chercheur.e.s revendique ainsi une expertise en recherche-action, interventionnelle ou collaborative<sup>2</sup>, en lien avec la proximité des établissements de formation professionnelle avec les milieux de pratique, mais aussi avec leur plus forte dépendance à la commande. En effet, en France, depuis le début des années 2000, nous assistons de la part des professionnel.le.s de l'intervention sociale à un véritable engouement pour les concepts de participation et d'*empowerment* (capacitation, empouvoirement, pouvoir d'agir...)<sup>3</sup>. Comme le souligne Maryse Bresson (2014), le concept de participation, dans l'objectif de « mettre en œuvre l'idéal démocratique et le principe d'égalité des citoyens » inspire, aujourd'hui, de nombreux textes de lois dans le domaine des politiques sociales. Les prérogatives législatives initiées au début des années 1980 et réaffirmées au cours des années 2000 (lois de 2002 et de 2007) soulignent toute l'importance de démocratiser les pratiques en travail social. Dans cette perspective, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener (2013) remarquent qu'en Amérique, au sein de l'intervention sociale, « l'*empowerment* est utilisé par des professionnel.le.s dès la fin des années 1970 pour reconfigurer des pratiques ou comme nouveau paradigme ; il représente l'une des premières théorisations et systématisations de la notion et illustre la façon dont elle est instrumentalisée dans le temps pour devenir une technique du travail social. »

Dans les différents courants de recherche-action, dans les sociologies d'intervention (telles que l'intervention sociologique fondée par Alain Touraine et développée dans son laboratoire du CADIS, l'analyse institutionnelle développée par Mendel, Lapassade et Lourau), dans les recherches partenariales et collaboratives, ou encore les *Disability Studies*, on observe une grande diversité de cadres théoriques, de modes de collaboration entre

---

<sup>1</sup> La conférence intitulée « L'intervention sociale collective et communautaire. Réalités, atouts et limites » qui s'est déroulée à Marseille, le 11 mars 2016, a largement traité des modes de démocratisation de l'intervention sociale. Cette conférence a été organisée par le Centre de recherche interinstitutionnel sur la transformation et l'intervention sociales (CRITIS) en partenariat avec le réseau « Normes, déviances et réactions sociales » de l'Association française de sociologie (AFS). Voir *Sciences et actions sociales* [en ligne], N°6 | 2017, mis en ligne le date 31 janvier 2017, consulté le 20 novembre 2017, URL : <http://www.sas-revue.org/index.php/35-n-6/articles-n-6/85-introduction-n6>

<sup>2</sup> Voir, par exemple, les « Journées normandes de la recherche participative » organisées du 5 au 7 avril 2017 par le Pôle Ressource Recherche de l'Intervention Sociale de Normandie. <http://www.p2ris-normandie.fr/publications/107/631-journees-normandes-de-la-recherche-participative-sante-social-medico-social-.html>

<sup>3</sup> Voir M. Boucher, Présentation du dossier « *Empowerment*, participation, activation... Des concepts aux pratiques d'intervention social », numéros 1 et 2, *Sciences et actions sociales* [en ligne], N°1 | 2015, mis en ligne le 16 avril 2015, consulté le 20 novembre 2017, URL : <http://www.sas-revue.org/index.php/11-articles/20-presentation-des-numeros-1-et-2>

chercheur.e.s et personnes concernées, de degré de partage de l'activité de recherche, des liens entre recherche et action et de la nature de la transformation visée (Dolbec, 2006 ; Goyette & Léssard Hébert, 1987 ; Herreros, 2009).

### **Une focalisation sur les groupes déviants, stigmatisés ou marginalisés**

Ce colloque souhaite porter plus particulièrement l'attention sur les recherches participatives avec des groupes déviants, stigmatisés ou marginalisés. Il souhaite réinterroger la notion de participation dans les cas où des chercheurs souhaitent collaborer avec ces actrices et acteurs dans le but de produire des connaissances et/ou induire un changement. Il peut s'agir de membres de groupes qui se définissent ou sont étiquetés comme déviants, c'est-à-dire enfreignant des normes sociales, selon la définition interactionniste de la déviance, de groupes qui subissent des discriminations, ou encore de groupes dominés socialement, c'est-à-dire pris dans des rapports d'inégalités, qui subissent des impositions de sens et d'autorité, tout en conservant des capacités d'autonomie et de production symbolique (Grignon et Passeron, 1989 ; Scott, 2009). On s'intéresse ainsi aux recherches participatives menées avec, par exemple, des personnes engagées dans des modes de vie marginaux ou des conduites délinquantes ou étiquetées comme telles, des personnes victimes de stigmatisation ou de discrimination, des personnes en situation de pauvreté ou de handicap, ou encore des enfants. Mais on peut aussi penser, concernant les champs du social et de la santé par exemple, à des recherches qui réunissent des personnes aux statuts et autorités inégales tels que des travailleuses et travailleurs sociaux et des intervenant.e.s sociaux, des médecins, des usager.e.s, des patient.e.es, etc.

On peut penser que les situations de confrontation de normes ou de relations sociales asymétriques rendent d'autant plus cruciale l'interrogation des conditions et des effets de la participation. Des expériences de recherches participatives diverses peuvent être présentées, à la condition que le questionnement porte sur des enjeux liés aux processus de domination, de stigmatisation et de marginalisation.

#### **Axe 1 – Quels enjeux d'action et de changement social ?**

Pourquoi faire des recherches participatives en incluant des personnes et des groupes déviants, dominés ou marginalisés, habituellement éloignés de la recherche ? Avec quels objectifs ? Un premier ordre de finalité est celui de l'action.

La recherche-action se définit par la combinaison de trois dimensions : la participation, la production de connaissance et le changement (Greenwood & Lewin, 2006). Pour Lewin, considéré comme le fondateur de cette approche, c'est la participation des personnes concernées au processus de recherche qui permet la modification de leurs pratiques. La participation est donc liée à la visée première de créer un changement, la formation d'un groupe et le développement d'un sentiment d'appartenance favorisant le changement des normes et des valeurs (Roy, Prévost, 2013). Les travaux de Lewin portèrent d'ailleurs, entre autres, sur la manière dont la recherche-action pouvait contribuer à l'amélioration du sort des minorités et notamment à l'augmentation de leur estime de soi (1946). Les *Disability Studies* défendent l'idée d'une « recherche émancipatoire ». La participation des personnes handicapées aux recherches qui les concernent est constitutivement liée aux objectifs d'émancipation, de citoyenneté et d'accès aux droits portés par le mouvement social. Ce courant soutient une conception forte de la participation, fondée sur le principe

d'autodétermination « *nothing about us without us* ». La forte connexion à l'action se traduit également par une visée de production de résultats directement utiles aux personnes concernées (Albrecht, Ravaud, Stiker, 2001). Dans les recherches collaboratives et partenariales, l'évolution souhaitée oscille entre le pôle de l'innovation sociale et celui de l'émancipation et de l'*empowerment* (Dumais, 2011).

Le changement visé est étroitement lié aux cadres théoriques et aux problématisations. Ainsi, historiquement, l'intervention sociologique a pour objectif premier la production de connaissance, mais tout en articulant analyse collective avec des militants de luttes sociales et conception de l'acteur capable de contribuer à la production de la société par le conflit social (Dubet, Wiewiorka, 2016). Les approches pragmatistes de la recherche-action s'inscrivent quant à elles dans une aspiration démocratique telle que la circonscrit Dewey, où tous les citoyens sont considérés comme capables de conceptualiser les problèmes publics (Bonny, 2017).

Cependant, la question de la participation des personnes et de leur prise de responsabilité n'est pas dénuée d'ambiguïté, comme l'ont montré tant les travaux sur l'*empowerment* (Bacqué & Biewener, 2013) que ceux sur l'activation dans les politiques sociales (Astier, 2007). Dans un contexte de forte valorisation, voire d'injonction à la participation, celle-ci peut relever du simulacre, ou produire des effets aliénants. Comme dans l'analyse de la participation des personnes aux services sociaux et de santé (Godrie, 2015), il paraît capital d'envisager la production d'effets contre-productifs tels que la persistance ou le redoublement d'inégalités de savoir et de pouvoir ou encore du mépris social (Honneth, 2006).

Les recherches participatives avec des groupes déviants, marginalisés ou dominés visent-elles forcément un changement social ? Associent-elle ces populations dans l'objectif de contribuer à leur plus grande reconnaissance et à une meilleure justice sociale ? Quels types de changements sont visés, et comment est envisagé le lien entre analyse collective, réflexivité et action ? Les effets produits sont-ils envisagés comme individuels ou comme collectifs, contribuant à l'amélioration du sort de ces groupes de manière plus générale ? On attend également dans cet axe des retours critiques sur des expériences ou des comptes-rendus d'évaluation de recherches participatives, permettant d'en analyser les effets – tant positifs que négatifs – pour les personnes concernées.

## **Axe 2 – Quels enjeux de connaissance et de savoir ?**

Contrairement à la recherche-action, les recherches collaboratives et partenariales ne visent pas nécessairement le changement. Si le « service de réflexivité » (De Singly, 2004) paraît central dans ce type de recherche, dans son souhait de reconnaître d'autres formes de savoir que le savoir scientifique ou académique et de dialoguer avec eux, il n'est pas forcément pensé comme au service d'une évolution des situations. La participation peut porter des objectifs strictement épistémologiques. La recherche-action, du fait de son réalisme (entendu comme confrontation à la réalité sociale) et de la prise en compte de points de vue multiples, permettrait d'atteindre à une meilleure objectivité (Lewin, 1946 ; Greenwood & Lewin, 2006).

Une autre finalité que peuvent poursuivre les recherches participatives, tout particulièrement avec les groupes déviants, dominés ou marginalisés, est la réduction des « injustices épistémiques » (Frega, 2013) qui consistent à dévaloriser certains savoirs du fait de l'appartenance à des groupes dévalorisés et à maintenir ces groupes dans l'ignorance. Un

intérêt de la recherche participative, telle que celle développée par ATD Quart Monde en « croisement des savoirs », serait de redonner une plus grande place à des savoirs considérés comme illégitimes, et ainsi contribuer à lutter contre ces injustices en accompagnant vers une plus grande réflexivité et vers la production de connaissances des groupes qui en sont habituellement éloignés (Carrel, 2017).

On souhaite, dans cet axe, des contributions permettant d'explorer les questions suivantes : les recherches participatives avec des groupes déviants, dominés ou marginalisés peuvent-elles viser une simple production de connaissances sans espérer un quelconque changement ? Quelles sont leurs finalités sur le plan épistémologique ?

### **Axe 3 – Quels dispositifs, méthodes et techniques ?**

Les méthodes des recherches participatives sont étroitement liées à leurs problématisations théoriques. Ainsi, en lien avec une théorie du mouvement social et du conflit social (Dubet, Wiervioka, 2013), l'intervention sociologique organise des groupes homogènes de militants de luttes sociales et les confronte à des alliés et adversaires (Boucher, 2011 ; 2013). Dans la méthode d'analyse en groupe (MAG) au contraire, la formation de groupes hétérogènes et l'organisation d'un débat organisé s'inscrit dans l'hypothèse d'une société réflexive et envisage le changement social dans une optique réformiste et une éthique communicationnelle (Van Campenhout, Chaumont, Franssen, 2005).

D'autres chercheur.e.s, dans une approche plus clinique, préconisent l'adoption de « postures méthodologiques » plutôt que de méthodes systématiques (Herrerros, 2009). On retrouve cependant, dans cette dernière approche, de grandes phases et principes fondamentaux de ces recherches, dont certaines étaient déjà identifiées par Lewin, telles que la collaboration avec des praticiens et la mise en circulation des résultats provisoires tout au long de la recherche et à tous les acteurs impliqués (Roy, Prévost, 2013). La question de la confrontation de plusieurs points de vue semble également être un fil rouge des différentes approches participatives.

Au-delà des grands principes méthodologiques, certains auteur.e.s, moins nombreux, approfondissent la question des techniques mobilisables pour permettre la participation. La littérature nous paraît en effet moins détaillée que dans les nombreux manuels sur les techniques d'enquête classiques en sciences sociales, telles que l'observation, l'entretien et le questionnaire. Or, cette dimension paraît fondamentale dans le cas de recherches participatives avec des groupes déviants, dominés ou marginalisés, où les freins à la participation peuvent être nombreux (autocensure de pratiques illicites, réticence à s'exprimer en présence de chercheurs, faible estime de soi, etc.), y compris lorsque des dispositifs spécifiques sont mis en place (Petiau & Pourtau, 2011).

Un cas de méthode qui aborde plus en détails les techniques de participation est celui d'ATD Quart Monde et de sa « méthode en croisement des savoirs ». Celle-ci prévoit l'usage de techniques spécifiques, telles que les supports non écrits, le photolangage ou photovoix. Par ailleurs, tenant compte de la situation de forte asymétrie entre chercheur.e.s et publics en situation de pauvreté, la méthode préconise une alternance entre groupes homogènes et hétérogènes, protégeant dans certains cas les personnes en situation de pauvreté de l'intrusion des chercheurs, dans le but de permettre aux personnes une élaboration de leur pensée et de leur discours, ainsi que le préconisent des mouvements féministes outre-Atlantique (Carrel, 2017). Les *Disability Studies* réfléchissent quant à elles aux conditions d'une recherche émancipatoire et en dégagent plusieurs principes, dont le contrôle du processus de recherche

par les personnes handicapées elles-mêmes (Albrecht, Ravaud, Stiker, 2001). Autre exemple de réflexion sur les techniques, le projet Cap Droit du collectif Contrast<sup>4</sup>, qui adapte des supports de communication de recherche pour les rendre accessibles aux personnes en situation de handicap. On peut également penser à l'adaptation de supports d'enquête pour mener des évaluations participatives avec des enfants (Kerivel, 2015).

Quels sont les méthodes mises en œuvre pour conduire des recherches participatives avec des groupes déviants, dominés ou marginalisés ? Quelles techniques et modalités d'animation sont mises en œuvre pour favoriser la participation ? Comment évaluer l'effectivité de la participation ? On attend ici notamment des retours critiques sur des expériences de recherches participatives, permettant d'analyser les freins et leviers de la participation dans différents dispositifs.

### **Modalités de réponse**

Les propositions de communication peuvent s'inscrire dans un ou plusieurs axes de l'appel.

Différents profils de contributeurs et contributrices sont bienvenus, en lien avec les compositions des équipes de recherche. Des modalités originales de contribution ou de présentation peuvent également être proposées.

Les propositions sont à envoyer **avant le 26 mars 2018** à ces deux adresses :

**[recherche.participative.2017@gmail.com](mailto:recherche.participative.2017@gmail.com) et [claire.lagu@irtsnormandie.ids.fr](mailto:claire.lagu@irtsnormandie.ids.fr)**

Les propositions devront indiquer :

Titre de la communication, nom et prénom des auteur.e.s, rattachement institutionnel le cas échéant, résumé de **2000 signes** maximum.

### **Références**

Astier I., 2007, *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF.

Bacqué M.-H., Biewener C., 2013, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, éd. La Découverte.

Bonny Y., « Les recherches partenariales participatives : éléments d'analyse et de typologie », dans Gillet A. & Tremblay D.-G., 2017, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec/Presses Universitaires de Rennes.

Boucher M. (dir.), 2011, *Gouverner les familles. Les classes populaires à l'épreuve de la parentalité*, Paris, éd. L'Harmattan, coll. Recherche et transformation sociale.

Boucher M., 2013, *Casquettes contre képis. Enquête sur la police de rue et l'usage de la force dans les quartiers populaires* (avec la participation de M. Belqasmi, E. Marlière), Paris, L'Harmattan, coll. Recherche et transformation sociale, 2013.

Bouquet B., Draperi J.-F., Jaeger M., 2009, *Penser la participation en économie sociale et en action sociale*, Dunod.

<sup>4</sup> <https://contrastcollectif.wordpress.com/>

- Bresson M., 2014, « La participation : un concept constamment réinventé. », *Socio-logos*. Revue de l'association française de sociologie [En ligne], 9, mis en ligne le 24 février 2014, Consulté le 30 mars 2015. URL : <http://socio-logos.revues.org/2817>.
- Carrel M., Loignon C., Boyer S., De Laat M., 2017, « Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, praticien.ne.es et universitaires. Retours sur la recherche EQUISanTE au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. XLIX, n°1, p. 117-140.
- De Singly F., 2004, « La sociologie, forme particulière de conscience », In Lahire B. (dir.), *A quoi sert la sociologie ?*, Paris, La Découverte, p. 13-42.
- Dolbec A., 2006, « La recherche-action », dans B. Gauthier (sous la direction de), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses Universitaires du Québec, p. 505-540.
- Donzelot J., Djaziri Y., Wyvekens A., 2012, *Banlieues et quartiers populaires. Remettre les gens en mouvement*, Projet 2012, n° 27, Paris, éd. Terra Nova.
- Dubet F. & Wiervioka M., 2016, « L'intervention sociologique », *Lien social et politiques*, n°75, p.
- Dumais L., 2011, « La recherche partenariale au Québec : tendances et tensions au sein de l'université », *SociologieS*, <https://sociologies.revues.org/3747>
- Frega R., 2013, « L'épistémologie des dominés », *Critique*, n°799, vol.2.
- Gillet A. & Tremblay D.-G., 2017, *Les recherches partenariales et collaboratives*, Presses de l'Université du Québec/Presses Universitaires de Rennes.
- Godrie B. 2015, « La participation publique favorise-t-elle l'empowerment ? Un état des lieux au Québec et dans le monde anglo-saxon ». *Sciences et actions sociales*, n°1.
- Goyette G. & Lessard-Hébert M., 1987, *La recherche-action. Ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*, Presses de l'Université du Québec.
- Greenwood D. & Levin M., 2006, *Introduction to Action Research: Social Research for Social Change*, Sage Publications, 2ème éd.
- Grignon C. & Passeron J.-C., 1989, *Le savant et le populaire*, Le Seuil.
- Herreros G., 2002, *Pour une sociologie d'intervention*, Ramonville-Saint-Agne, Erès.
- Honneth A., 2006, *La société du mépris*, Paris, La Découverte.
- Kerivel A., 2015, « Recueillir l'expérience d'enfants : de la théorisation enracinée à l'innovation méthodologique. Violence, harcèlement et empathie du point de vue d'élèves de 9 à 12 ans », *Approches inductives en anthropologie*, vol. 2, n°2, p. 95-128.
- Kirszbaum T., 2013, « Vers un empowerment à la française. À propos du rapport Kokoreff M., Lapeyronnie D., 2013 », *Refaire la cité. L'avenir des banlieues*, Paris, éd. du Seuil, coll. La République des idées.
- Les chercheurs ignorants (dir.), 2016, *Les recherches-actions collaboratives. Une révolution de la connaissance*, Presses de l'EHESP.
- Lewin K., 1946, « Action research and minority problems », *Journal of Social Issues*, vol. 2, Issue 4, p. 34-46.
- Petiau A. & Pourtau L., 2011, « Regard sur la participation de populations marginalisées à la recherche-action. Le cas des squatters en Ile-de-France », *Interventions économiques*, n°43.
- Roy M. & Prévost P., 2013, « La recherche-action : origines, caractéristiques et implications de son utilisation dans les sciences de la gestion », *Recherches qualitatives*, vol. 32(2), p. 139-151.

Scott J., 2009, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Editions d'Amsterdam.

Van Campenhoudt L., Chaumont J.-M. & Franssen A., 2005, *La méthode d'analyse en groupe. Applications aux phénomènes sociaux*, Paris, Dunod, 2005.

Vrancken & Kutty, 2001, *La sociologie et l'intervention. Enjeux et perspectives*, Bruxelles, De Boeck Université.

### **Comité d'organisation**

Anne Petiau, sociologue, responsable du Centre d'Etude et de Recherche Appliquées (CERA) - BUC Ressources/Saint-Honoré, chercheure associée au Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique (CNAM/CNRS), membre du bureau du RT3.

Manuel Boucher, professeur des universités en sociologie à l'université de Perpignan, membre du CORHIS, chercheur associé au CADIS / EHESS, président du Conseil Scientifique du Pôle Recherche IRTS-IDS Normandie, président de l'ACOFIS, responsable du RT3.

Sylvain Beck, sociologue, formateur au Centre de formation Saint-Honoré, chercheur associé au GEMASS - Université Paris Sorbonne / CNRS, membre du CERA – BUC Ressources/Saint Honoré, membre de l'ACOFIS.

Philippe Chevetzoff, formateur au Centre de formation Saint Honoré, membre de l'Association pour la Recherche et l'Intervention Psychosociologiques (ARIP) et du CERA – BUC Ressources/Saint Honoré.

Claire Heijboer, Responsable de Projet à BUC Ressources, Doctorante en sciences de l'éducation à l'Université Paris Descartes / Centre de Recherche sur les liens sociaux (CERLIS), membre du CERA – BUC Ressources/Saint Honoré.

Michel Hochart, directeur général de BUC Ressources.

### **Comité scientifique**

Anne Petiau, CERA – BUC Ressources/Saint-Honoré, LISE – CNAM / CNRS, RT3.

Manuel Boucher, Université de Perpignan, CORHIS, IRTS-IDS Normandie, CADIS / EHESS, ACOFIS, RT3.

Brigitte Baldelli, IRTS de Languedoc-Roussillon, CORHIS-UPVD, ACOFIS.

Sylvain Beck, Centre de formation Saint-Honoré, CERA – BUC Ressources/Saint-Honoré, GEMASS – Université Paris-Sorbonne / CNRS, ACOFIS.

Mohamed Belqasmi, IRTS-IDS Normandie, URMIS Université Côte d'Azur, ACOFIS.

Thibaut Besozzi, Université de Lorraine, RT3.

Louis Bourgois, UMR PACTE - CNRS / UGA / Sciences-Po Grenoble, Collectif SOIF de Connaissances - ODENORE/ IFTS d'Echirolles / ESSSE / FAS-AURA.

Marion Carrel, Université Lille 3 – CERIES, CEMS-EHESS.

Patrick Cingolani, Université Paris Diderot – LCSP.

Mathias Dambuyant-Wargny, CADIS / EHESS, RT3.

Konstantinos Delimitsos, CRESPPA – Universités Paris 8 Vincennes-Saint-Denis & Paris Nanterre - GTM, RT3.

Anne Gillet, LISE - CNAM / CNRS.





Claire Heijboer, BUC Ressources, CERA – BUC Ressources/Saint Honoré, CERLIS –  
Université Paris Descartes.  
Gilles Herreros, Université Lyon 2, Centre Max Weber.  
Marcel Jaeger, LISE – CNAM.  
Aude Kerivel, INJEP.  
Catherine Lenzi, IREIS, Printemps – UVSQ.  
Giorgia Macilotti, IDETCOM, Université Toulouse 1 Capitole, RT3.  
Hervé Marchal, Université de Lorraine.  
Adrien Maret, CESDIP - UVSQ, RT3.  
Guillaume Neveu, Université de Rouen, RT3.  
Pierrine Robin, UPEC – LIRTES.  
Julien Talpin, Université Lille 3.  
Diane-Gabrielle Tremblay, TELUQ, Québec.  
Alain Vulbeau, Université Paris 10 Nanterre.  
Michel Wiervioka, FMSH, CADIS / EHESS.